

DANS L'ACTUALITE du 5 au 8 juin 2015

Textes officiels

JORF n° 0130 du 7 juin 2015

Renouvellement de commissions administratives à caractère consultatif de l'Etat

[Décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie](#)

JORF n° 0129 du 6 juin 2015

Dispositions réglementaires adaptées au fonctionnement du fonds de soutien aux collectivités territoriales ayant contracté des produits structurés institué par l'article 92 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014

[Décret n° 2015-619 du 4 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque](#)

Définition du contenu du dossier de demande de prorogation des délais de dépôt ou d'exécution d'un schéma directeur d'accessibilité - agenda d'accessibilité programmée, et des seuils conditionnant l'acceptation d'une telle demande par le préfet, quand elle est faite pour motifs financiers

[Arrêté du 27 mai 2015 relatif à la demande de prorogation des délais de dépôt ou d'exécution d'un schéma directeur d'accessibilité - agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des services de transport public de voyageurs](#)

Projet de loi

Projet de loi pour la croissance et l'activité : le texte revient à l'Assemblée en nouvelle lecture

[Lundi 8 juin à 16h et 21h30, mardi 9 juin à 17h et 21h30, mercredi 10 juin à 9h, 16h et 21h30 et jeudi 11 juin à 9h, 15h et 21h30, la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques examine ce texte en nouvelle lecture. Toutes ces réunions seront retransmises en direct sur le portail vidéo de l'Assemblée.](#)

Source : assemblee-nationale.fr du 08/06/2015

Jurisprudence

Le Conseil d'État annule les élections municipales de Céret au motif que les bulletins de l'une des listes présentes au premier tour étaient irréguliers faute d'indiquer que l'un des candidats était ressortissant d'un autre État de l'Union européenne que la France

[CE 5 juin 2015 élections municipales de Céret \(Pyrénées-Orientales\), req. n° 382887](#)

Appréciation de l'accord du propriétaire d'une voie privée sur son ouverture au public

[CE 3 juin 2015 M. et Mme A., req. n° 369534](#)

Une transaction annulée car elle constituait une libéralité au profit d'un candidat évincé

[CAA Versailles 13 mai 2015 société Ameller et Dubois, req. n° 13VE03220](#)

Vu par ailleurs

La Commission spéciale réexamine loi Macron à partir du lundi 8 juin

[La Commission spéciale de l'Assemblée nationale va se pencher pour une seconde lecture sur le projet de loi Macron, du lundi 8 au jeudi 11 juin, après l'échec de la Commission mixte paritaire à se mettre d'accord sur un texte commun avec le sénat. Les débats promettent d'être à nouveau animés, notamment sur l'ouverture du dimanche. La séance publique aura lieu le 16 juin.](#)

Source : lsa-conso.fr du 05/06/2015

Contrat public

Béziers 2 : de la suspension à la reprise des relations contractuelles

Le rapporteur public, Gilles Pellissier, a proposé au Conseil d'Etat de suspendre la décision de résiliation par la commune d'Aix-en-Provence à l'encontre de la SPA et d'ordonner la reprise des relations contractuelles. Selon lui, il y a notamment un doute sérieux quant à l'existence des fautes reprochées au délégataire.

Source : achatpublic.info du 05/06/2015

Achat de dispositifs médicaux par les établissements de santé privés

La DGCCRF vérifie que les établissements de santé privés non soumis au code des marchés publics, respectent les règles de la commande publique. L'enquête révèle que 80% des établissements se fournissent auprès d'une seule centrale d'achats. Les anomalies restent marginales.

Source : economie.gouv.fr du 25/05/2015

Urbanisme

Nouveau Roland-Garros: le permis de construire délivré prochainement promet la Fédération française de tennis

Les permis de construire du projet d'extension de Roland-Garros doivent être délivrés « en début de semaine prochaine », a affirmé dimanche le directeur du tournoi Gilbert Ysern, qui espère commencer les travaux « avant la fin de l'année ».

Source : le Moniteur du 08/06/2015

Les normes applicables aux bâtiments publics vont évoluer !

Un travail interministériel est en cours pour simplifier les normes impactant les bâtiments exploités par les collectivités territoriales. Une liste de « 15 à 20 normes » fait l'objet d'une réflexion, selon le secrétariat d'Etat à la Réforme territoriale. L'impact financier des normes nouvelles pour les collectivités s'allégerait et serait, sur les quatre premiers mois de l'année 2015, de 37,1 millions d'euros. Il était de 1,6 milliard d'euros en 2013.

Source : le Moniteur du 05/06/2015

Environnement

Démocratie environnementale : la commission Richard préconise plus de concertation en amont des projets

[Prévoir un "droit d'initiative" citoyenne pour réclamer un débat public et renforcer la concertation en amont des grands projets...](#)

Source : localtis.info du 05/06/2015

Transport

Accessibilité des transports : prorogation du délai d'Ad'AP, mode d'emploi

[Un arrêté du 27 mai 2015 publié au Journal Officiel du 6 juin, détaille les modalités des demandes de prorogation des délais de dépôt ou d'exécution d'un schéma directeur d'accessibilité – agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des services de transport public de voyageurs.](#)

Vu dans les revues

AJDA n° 19-2015 du 8 juin 2015 p.1107, *L'affichage publicitaire et la commande publique : de quelques problèmes de frontières*, par Hélène Hoepffner

RDI n° 6 – juin 2015 p.278, *La préemption, l'urbanisme et le droit des gens*, par Fernand Bouyssou

RDI n° 6 – juin 2015 p.281, *Le nouveau code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : une réforme cosmétique plutôt qu'une réforme de fond*, par Pierre Tifine

RDI n° 6 – juin 2015 p.288, *Les incidences de la jurisprudence Danthony sur le contentieux de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique*, par René Hostiou

RDI n° 6 – juin 2015 p.316, *Peut-on réaliser des travaux sur une construction régulièrement édifiée mais qui a fait ensuite l'objet d'un changement de destination non autorisé ?*, par Rémi Decout-Paolini

La gazette des communes n° 23/2273 du 8 au 14 juin 2015 p.56, *Marchés publics – La résiliation pour faute du titulaire*, par Stéphane Brunella

Presse

Réformes : une semaine test pour l'exécutif

[La loi Macron revient à l'Assemblée ce lundi avant l'annonce, mardi, des mesures en faveur des PME-TPE. Manuel Valls dément toute « pause » des réformes.](#)

Source : les Echos du 08/06/2015

Neuf points de crispation sur la loi Macron

[C'est reparti pour un tour. Après l'échec – prévisible – de la commission mixte paritaire, la commission spéciale de l'Assemblée nationale a repris, lundi 8 juin, l'examen du projet de loi sur la croissance et l'activité – dit « loi Macron » –, dont la discussion en séance débutera mardi 16 juin.](#)

Source : le Monde du 08/06/2015

Loi Macron: les députés vont faire le tri dans la version sénatoriale

[Les députés vont s'attacher, à partir de lundi en commission, à faire le tri dans les ajouts et modifications apportées par les sénateurs au projet de loi Macron, qu'une fois de plus le gouvernement pourrait faire adopter grâce au 49-3.](#)

Source : le Parisien du 08/06/2015